



**Écologie  
& Solidarités**  
GROUPE DES ÉLU.E.S DE BORDEAUX MÉTROPOLE



**Groupe Ecologie et Solidarités de Bordeaux Métropole  
Groupe Ecologie et Solidarités du Département de la Gironde**

## **Communiqué de presse**

# **Le choix des élu·e·s écologistes en faveur des trains du quotidien conforté par les experts**

Le Conseil d'Orientation des Infrastructures (COI) a remis à la Première ministre son avis sur la stratégie transports 2023-2042 de la France ce vendredi.

Parmi les messages clés adressés au gouvernement, **des choix forts pour la régénération et la modernisation du réseau existant ou encore pour l'accélération des RER métropolitains**. Le COI affirme en outre que **« le scénario de planification écologique doit être considéré comme l'hypothèse centrale vers laquelle les choix publics doivent se tourner »**.

Les élu·e·s écologistes du Département de Gironde et de Bordeaux Métropole se réjouissent que les experts appuient les **solutions qu'ils réclament de longue date**.

Le rapport du COI repose la question de la pertinence du GPSO, à la fois :

- **Financière** : 14 milliards d'euros engloutis pour une vingtaine de minutes gagnées, là où la rénovation des réseaux existants souffre de sous-investissement chronique de la part de l'État,
- **Écologique** : 4 830 hectares de zones naturelles artificialisées, entre autres dommages,
- **Sociale** : les usagers de la très grande vitesse ne représentent que 10% des usagers du train, alors que celle-ci se développe au détriment des trajets quotidiens et de la desserte de nos territoires.

Là encore, l'avis de la COI est sans ambages :

*« Quelles que soient les sensibilités, le Conseil s'accorde sur l'impérieuse nécessité de ne plus sacrifier les programmes aux projets, la modernisation de l'existant à l'engagement d'infrastructures nouvelles. »*

**Une position qui vient renforcer celle que nous défendons de longue date, à la fois en faisant front commun contre le GPSO et en plaidant pour une alternative visant à investir massivement dans les trains du quotidien.**

Pourtant, Matignon minimise les pistes du COI et précise que ce travail *« servira de base de travail dans les discussions que nous allons avoir à partir de mars avec les collectivités locales pour décider sur quoi nous allons investir »*. Le risque, c'est que le scénario du COI se voit édulcoré pour des enjeux politiques au point de ne plus servir les objectifs qu'il prétend atteindre.

*"Il est plus que nécessaire de **reconnecter les territoires avec des lignes de RER performantes**, utiles à toutes les Girondines et Girondins, et de renoncer à une LGV Bordeaux-Toulouse qui fracturerait les territoires", estime Laure Curvale, Vice-présidente à la Transition écologique et au Patrimoine du Département de la Gironde.*

*« Nous partageons évidemment les craintes des experts de la COI », commente Clément Rossignol-Puech, Vice-Président aux Mobilités à Bordeaux Métropole, « **notre territoire sera largement impacté par les arbitrages financiers qui seront faits par le gouvernement**, notamment sur le devenir du GPSO mais pas uniquement, donc nous avons bien l'intention de peser dans les discussions que le ministère entend mener avec les collectivités. »*